

Tableau de suivi de la feuille de route sociale de 2012

Légende :

| |
|-----------------------|
| réalisé |
| réalisé partiellement |
| non réalisé |

| DIALOGUE SOCIAL | CALENDRIER INITIAL | MÉTHODE | RÉALISATIONS |
|--|--|---|--|
| Instances représentatives du personnel | Dans les meilleurs délais Clause de RDV fixée avec le Gouvernement mi-décembre 2012 | Négociation | La négociation sur la modernisation du dialogue social est suspendue depuis la 21 ^{ème} séance du 20.03.2012 et n'a pas repris. Certains éléments ont été abordés dans d'autres configurations, notamment la base de données unique d'information pour les représentants du personnel traitée dans le cadre de l'ANI et de la loi sécurisation de l'emploi . |
| Constitutionnalisation du dialogue social | Automne 2012 | Travaux préparatoires conduit avec les partenaires sociaux | Le projet de loi constitutionnelle relatif à la démocratie sociale a été présenté par JM. Ayrault en Conseil des ministres le 13.03.2013. Pour être validé, il devra être ratifié en Congrès par plus de 3/5 ^{ème} des parlementaires ou par referendum. Ce texte prévoit l'inscription dans la Constitution des principes de la Loi Larcher de 2007 : le Gouvernement est obligé d'engager une concertation avec les partenaires sociaux, avant toute réforme en matière de relations du travail, d'emploi et de formation professionnelle. Cette règle sera également étendue aux propositions de loi. |
| Rationalisation des diverses négociations obligatoires dans les entreprises | Avant fin 2012 | Groupe de travail | / |
| Reconnaissance des parcours militants et des mandats interprofessionnels | Début 2013 | Négociation | / |
| Place des salariés dans les instances de gouvernance des entreprises | Début 2013 | Concertation | Ce point a été partiellement traité dans le cadre de l'ANI et de la loi sécurisation de l'emploi qui prévoit la participation aux conseils d'administration des (très) grandes entreprises de un ou deux représentants des salariés avec voix délibérative. |
| Représentativité syndicale | 2 ^{ème} trimestre 2013 | Bilan | Les résultats de la représentativité syndicale ont été annoncés le 29.03.2013 et la liste des organisations syndicales représentatives au niveau national et interprofessionnel publiée par arrêté le 30.05.2013. Les 5 organisations « historiques » restent toutes et seules représentatives jusqu'en 2017. En attente du bilan sur la réforme de la représentativité syndicale devant être conduite sous l'égide du Haut conseil du dialogue social. |
| Représentativité patronale | Sans date | Modalités à définir sur la base de propositions du patronat | Demandes renouvelées du gouvernement d'avoir des propositions avant la conférence sociale de 2013. Certaines organisations ont commencé à faire des propositions (notamment la CGPME et l'USGERES) mais toujours rien du côté du MEDEF. |
| Transparence financière des CE | Sans date | Dispositions législatives | / |

| | | | |
|---|-----------|--|---|
| Transparence des financements des organisations syndicales et patronales | Sans date | Bilan | / |
| Création d'un lieu de dialogue, d'expertise et de prospective ouvert à l'ensemble des acteurs sociaux, à l'image de l'ancien Commissariat Général du Plan. | Sans date | Création, auprès du Premier Ministre, du Commissariat général à la stratégie et à la prospective par décret du 22.04.2013. Il se substitue au Centre d'analyse stratégique. Jean-Pisani Ferry est nommé à sa tête. | |

| EMPLOI | CALENDRIER INITIAL | MÉTHODE | RÉALISATIONS |
|---|---|---|---|
| Emplois d'avenir | Été 2012 – Septembre 2012 | Consultation puis projet de loi | Projet de loi portant création des emplois d'avenir présenté au Conseil des Ministres le 29.08.2012 puis déposé à l'Assemblée Nationale en procédure accélérée. Loi promulguée le 27.10.2012, suivi d'un décret d'application le 31.10.2012. Les 1ers contrats « emplois d'avenir » sont signés à Chelles en présence de Hollande le 08.11.2012. Fin avril, 20 000 emplois d'avenir ont été signés selon le Ministre du travail. L'objectif reste de 100 000 emplois d'avenir en 2013 et 50 000 en 2014. L'ouverture au secteur marchand devient possible par arrêté préfectoral à partir de mai 2013. |
| Chômage partiel | Septembre 2012 | Concertation | Suite à une concertation avec les partenaires sociaux, le Gouvernement décide de rétablir l'autorisation préalable de l'administration pour mettre des salariés en chômage partiel (décret du 19.11.2012). La réforme globale du chômage partiel est réalisée par l'ANI et de la loi sécurisation de l'emploi qui prévoient, à compter du 01.07.2013, la fusion des dispositifs dans un dispositif unique d'activité partielle, dont les modalités seront fixées par décret du Conseil d'Etat, à paraître. |
| Sécurisation de l'emploi | Septembre 2012 - 1 ^{er} trimestre 2013 | Négociation | Document d'orientation remis par le Gouvernement le 07.09.2012. Accord national interprofessionnel signé par l'ensemble des organisations patronales et 3 organisations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC) le 11.01.2013. Projet de loi présenté en Conseil des ministres le 06.03.2013 puis déposé en procédure accélérée à l'Assemblée nationale. Loi promulguée le 14.06.2013. |
| Contrat de génération | Septembre 2012 – Fin 2012 | Négociation puis projet de loi | Document d'orientation remis par le Gouvernement le 04.09.2012. Accord national Interprofessionnel signé par l'ensemble des partenaires sociaux le 19.10.2012. Loi adoptée le 01.03.2013, suivi d'un décret d'application le 15.03.2013. Signature du 1 ^{er} accord de branche « sociétés d'assurance » le 23.04.13 ; un 2 ^{ème} est en cours de discussion dans la branche métallurgie. |
| Lutte contre la pauvreté | Automne 2012 | Grande Conférence | La Conférence contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale s'est tenue les 10 et 11 décembre 2012. Un plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale a été adopté par le comité interministériel de lutte contre l'exclusion le 21.03.2013. F. Chérèque est chargé de son suivi dans le cadre de ses nouvelles fonctions à l'IGAS où il a été nommé en janvier 2013. |
| Travail illégal | Automne 2012 | Réunion de la commission nationale de lutte contre le travail illégal | La réunion a eu lieu le 27.11.2012, suivie d'un nouveau plan de lutte contre le travail illégal pour les 3 années à venir. |
| Accords nationaux interprofessionnels sur l'emploi des jeunes de 2011 | Fin 2012 | Point d'étape | / |
| Accès à l'emploi et à la formation professionnelle des travailleurs handicapés | Début 2013 – Mi 2013 | Négociation | / |
| Accord modernisation du marché du travail de 2008 | Printemps 2013 | Evaluation | / |

| | | | |
|---|----------------------------------|--|---|
| Sécurisation des parcours professionnels | Printemps 2013 – Automne 2013 | Travail de prospective confié à un groupe de personnalités | / |
| Aides publiques aux entreprises | Sans date | Evaluation | Mission d'audit de modernisation des aides publiques aux entreprises lancée en février 2013 par Bercy. Réalisation d'une évaluation par le Conseil d'orientation pour l'emploi (COE) et adoption de 2 rapports sur « les aides aux entreprises en faveur de l'emploi » en avril 2013. |
| Convention d'assurance chômage | Sans date | Négociation | Un avenant à la convention d'assurance chômage est signé le 06.06.2013 pour mettre en œuvre l'article de l'ANI et de la loi sécurisation de l'emploi concernant la modulation des cotisations d'assurance chômage pour lutter contre la précarité de l'emploi. La renégociation de la convention d'assurance chômage est prévue à l'automne 2013. |

| FORMATION | CALENDRIER INITIAL | MÉTHODE | RÉALISATIONS |
|--|---|--|---|
| Compte individuel de formation | Septembre 2012 – 1 ^{er} trimestre 2013 | Etude du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie (CNFPTLV) | Rapport remis en février 2013 par le CNFPTLV : « Réflexion sur la création d'un compte individuel de formation ». L'ANI et de la loi sécurisation de l'emploi prévoient la transformation du DIF en compte personnel de formation. Une négociation interprofessionnelle est prévue à l'automne 2013 pour préciser les modalités de fonctionnement du compte personnel de formation avant un projet de loi en fin d'année. |
| Plan d'urgence | Automne 2012 - Début 2013 | Action tripartite | 10 territoires élaborent des pactes régionaux pour la réussite éducative et professionnelle des jeunes et des plans d'action régionaux pour la formation des demandeurs d'emploi. La nouvelle convention entre l'Etat et les partenaires sociaux du FSPP prévoit de consacrer 50 millions d'euros dès 2013 à des actions partenariales, notamment avec les régions, sur l'accompagnement des mutations économiques. |
| Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP) | Avant fin 2012 | Négociation | Négociation ouverte le 11.09.2012 sur l'affectation des ressources du FPSPP et la détermination du taux de contribution des entreprises à ces ressources. La Convention cadre 2013-2015 est signée avec l'Etat le 12.02.2013. |
| Service public de l'orientation dans les territoires | Automne 2012 | Bilan | Mission d'évaluation réalisée par l'IGAS, l'IGAENR et l'IGEN sur la mise en œuvre du service public de l'orientation (SPO) avec la remise d'un rapport en janvier 2013 : « Le SPO : état des lieux et perspectives dans le cadre de la prochaine réforme de décentralisation ». |
| Nouvel acte de décentralisation | Automne 2012 | Concertation | Le projet de loi décentralisation a été scindé en 3 textes présentés en conseil des ministres le 10.04.2013 : <ul style="list-style-type: none"> - « Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles » discuté au Sénat depuis le 27.05.2013 ; - « Projet de loi de mobilisation des régions pour la croissance et l'emploi et de promotion de l'égalité des territoires », il doit être présenté au Parlement à l'automne 2013 et contient plusieurs dispositions relatives à la formation professionnelle ; - « Développement des solidarités territoriales et de la démocratie locale », dont l'adoption est prévue avant mars 2014. Il était prévu d'associer les partenaires sociaux à cette réforme pour gérer la cohérence avec l'évolution des dispositifs de formation professionnelle. Pour l'instant, ils restent très critiques : avis positif mais très serré du CNFPTLV en mars 2013, opposition des partenaires sociaux du CA de Pôle emploi, avis défavorables des CSFPE et CSFPT en avril 2013. |
| Formation professionnelle des jeunes sans qualification | Automne 2012 | Bilan | Un document cadre relatif à l'accès à la qualification des jeunes a été réalisé en novembre 2012 par le Ministre délégué à la formation professionnelle. Le Comité interministériel de la jeunesse du 21.02.2013 adopte plusieurs mesures sur la formation des jeunes, notamment la mise en place d'une « garantie jeunes » qui devrait être mise en œuvre dans 10 territoires pilotes en septembre 2013. |
| Plan de formation | Sans date | Groupe de travail | Traité partiellement dans le cadre de l'ANI et de la loi sécurisation de l'emploi qui prévoient l'articulation entre la négociation sur la GPEC et le plan de formation. |

| RÉMUNÉRATIONS | CALENDRIER INITIAL | MÉTHODE | RÉALISATIONS |
|---|-------------------------|--|---|
| Prime dividendes | Immédiat | | La prime dividendes devait être supprimée lors de la loi de finances 2013 mais cela a été remis à la négociation sur l'épargne salariale. Elle est donc toujours en vigueur. |
| SMIC | Automne 2012 – Fin 2012 | Groupe de travail interministériel en association avec la CNNC et des économistes puis projet de texte du Gouvernement | Le rapport du groupe d'experts sur l'évolution des règles de revalorisation du SMIC a été rendu le 26.11.2012. Un décret fixant les nouvelles modalités de revalorisation du SMIC a été publié le 07.02.2013. |
| | Automne 2012 – Fin 2012 | Réunion du comité de suivi des négociations salariales de branche | Le comité s'est réuni le 08.10.2012 et le 18.06.2013 pour faire le point sur la négociation salariale dans les branches dont le minimum conventionnel est inférieur au SMIC. |
| | Décembre 2012 | Bilan | Bilan global sur la situation des branches pour la revalorisation du SMIC et pour réaliser un travail approfondi sur les trajectoires salariales permises par les grilles conventionnelles. / |
| Bas salaires | Décembre 2012 | Mesures légales | Pour éviter les effets d'aubaine sur les bas salaires des allègements de cotisations sociales. / |
| Rémunérations abusives des dirigeants | Automne 2012 – Fin 2012 | Projet de loi | P. Moscovici annonce le 23.05.2013 qu'il n'y aura pas de projet de loi et s'en remet au durcissement du code AFEP-MEDEF. Le code de gouvernance des entreprises cotées est remanié et présenté le 16.06.2013. |
| Dispositifs de participation financière et d'épargne salariale | Sans date | Diagnostic | La mise en place du Copiasas (Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié), chargé d'établir un diagnostic préalable à la négociation, n'a toujours pas eu lieu. |
| | 2013 | Négociation interprofessionnelle | Cette négociation ayant pour objectif de simplifier les dispositifs et de favoriser l'accès aux TPE / PME n'a toujours pas été lancée. |

| ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL | CALENDRIER INITIAL | MÉTHODE | RÉALISATIONS |
|---|--|--|---|
| Égalité femmes / hommes | Septembre 2012 | Réunion d'un comité de pilotage | Création et réunion le 18.09.2012 d'un comité de pilotage ayant mission de définir et d'organiser les actions à mettre en œuvre au niveau national et régional. Une expérimentation est prévue dans 8 territoires : Aquitaine, Bretagne, Centre, Ile-de-France, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Rhône Alpes. |
| Adaptation du dispositif d'application de l'article 99 de la loi du 9 novembre 2010 | Sans date | Consultation puis décret | Consultation du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle (CSEP) le 09.10.2012 puis décret du 18.12.2012 qui impose un objectif supplémentaire sur la rémunération effective pour les accords ou plans d'action égalité professionnelle. Les plans d'actions devront désormais être déposés auprès des Direccte et du conseil des prud'hommes. Une instruction de la DGT du 21.02.2013 précise la stratégie de contrôle des Direccte en la matière. Fin avril, le Ministère des droits des femmes annonce 135 mises en demeure prononcées pour des entreprises ne respectant pas la loi et 2 entreprises sanctionnées. |
| Égalité professionnelle et qualité de vie au travail | Septembre 2012 – Fin du 1 ^{er} trimestre 2013 | Négociation puis RDV avec les partenaires sociaux sur les conséquences des conclusions de la négociation | La 9 ^{ème} séance de négociation du 05.06.2013 n'ayant pas permis d'aboutir, une ultime séance est prévue le 19.06.2013, dans l'espoir d'aboutir à la veille de la Conférence sociale. |
| Analyse des classifications | Avant fin 2012 | Groupe de travail | / |
| Santé au travail | Sans date | Bilan Groupes de travail | Le Groupe sur l'évolution de l'Anact a achevé ses travaux, débattus ensuite au sein du Conseil d'orientation sur les conditions de travail (COCT). M. Sapin a rendu ses décisions le 07.06.2013. Le groupe sur la gouvernance de la santé au travail sera mis en place à la rentrée 2013 sous la présidence de JM. Boulanger. |
| Prévention de la pénibilité | Sans date | | / |
| Notation sociale des entreprises | Sans date | Réflexion | La mission tripartite (syndicat, entreprise, association et ONG) confiée en mars 2013 à L. Brovelli, X. Drago et E. Molinié pour préciser le champ et les enjeux de la RSE et faire des propositions afin de nourrir les échanges de la conférence sociale 2013 a rendu son rapport en juin 2013 : "Responsabilité et performance des organisations - 20 propositions pour renforcer la démarche RSE". |

| REDRESSEMENT PRODUCTIF | CALENDRIER INITIAL | MÉTHODE | RÉALISATIONS |
|--|------------------------|----------------------------|--|
| Compétitivité de l'industrie | Avant fin Octobre 2012 | Mission de Louis Gallois | Rapport Gallois remis le 05.11.2012. Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi le 06.11.2012 mettant en place le CICE (qui sera effectif suite à la loi de finances rectificative pour 2012 du 29.12.2012). |
| Pôles de compétitivité | Second semestre 2012 | Réflexion | Présentation en Conseil des ministres du 09.01.2013 de la nouvelle phase de politique des pôles (2013-2018) qui prévoit une contractualisation entre pôles, Etat, régions et autres collectivités territoriales dans le cadre de contrats de performance sur 6 ans. |
| Conférence nationale de l'industrie (CNI) | Sans date | Initiative gouvernementale | La Conférence nationale de l'industrie est transformée en février 2013 en Conseil national de l'industrie (CNI) avec l'objectif de promouvoir des pactes entre les industries qui dépendent les unes des autres. Des contrats de filière sont élaborés dans le cadre des comités stratégiques de filière du CNI. |
| "Agenda compétitivité" | Sans date | Initiative gouvernementale | / |
| Crédit d'impôt recherche (CIR) | Sans date | | Le préfinancement du CIR pour les PME par Oseo est lancé le 13.02.2013. Le CIR est également étendu à certaines activités d'innovation en aval de la R&D. |
| Banque publique d'investissement (BPI) | Sans date | Initiative gouvernementale | Loi du 31.12.2012 permettant la création de la BPI qui regroupe Oseo, CDC Entreprises, FSI et FSI Régions dans l'objectif de soutenir le financement de l'économie française. |

| PROTECTION SOCIALE | CALENDRIER INITIAL | MÉTHODE | RÉALISATIONS |
|---|--|--|--|
| Financement de la protection sociale | Septembre 2012 – 1 ^{er} semestre 2013 (remise du rapport) | Diagnostic du Haut conseil sur le financement de la protection sociale, puis concertation avec les partenaires sociaux | Rapport du Haut conseil remis le 31.10.2012 : « Etat des lieux du financement de la protection sociale en France ». |
| Retraites | Septembre 2012 – Début 2013 | Diagnostic du Conseil d'orientation des retraites (COR) | 3 rapports publiés par le COR entre décembre 2012 et mars 2013 : <ul style="list-style-type: none"> - « Retraites : perspectives 2020, 2040 et 2060 » - « Compléments aux perspectives du système de retraites en 2020, 2040 et 2060 » - « Retraite : un état des lieux du système français » |
| | Sans date | Formulation de pistes par une commission ad hoc | La commission pour l'avenir des retraites, présidée par Y. Moreau, a remis son rapport « Nos retraites demain : équilibre financier et justice » le 14.06.2013. |
| | Printemps 2013 | Concertation entre le gouvernement et les partenaires sociaux | / |

| FONCTION PUBLIQUE | CALENDRIER INITIAL | MÉTHODE | RÉALISATIONS |
|---|--------------------------------|--|---|
| Agents contractuels | Septembre 2012 | Comité de suivi de l'accord du 31.03.11 | Réunion du comité de suivi de l'accord du 24.09.2012 et 13.12.2012 pour améliorer les conditions d'emploi et les parcours professionnels des non titulaires. |
| Prévention des risques professionnels | Rentrée 2012 | Négociation d'un accord-cadre | Accord-cadre sur les risques psychosociaux prévu avant la fin du 1 ^{er} semestre 2013. Concertation / négociation sur la qualité de vie au travail au début du 2 ^e semestre 2013. |
| Accord sur la santé et la sécurité au travail de 2009 | Sans date | Bilan | / |
| Dispositifs de participation financière et d'épargne salariale | Automne 2012 | Négociation | / |
| Égalité professionnelle | <u>Initial</u> Automne 2012 | Concertation puis négociation | Négociation du 20.09.2012 au 21.01.2013. Accord du 8 mars 2013. |
| Bilan de la RGPP, missions des services publics, nouvelle étape de décentralisation | Automne 2012 | Concertation | Rapport sur le bilan de la RGPP remis le 25.09.2012. Création du Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) mis à disposition de la ministre chargée de la réforme de l'État. Lancement de la modernisation de l'administration publique (MAP) lors du Comité interministériel de l'action publique (CIMAP) du 18.12.12. |
| Principes du service public et déontologie des agents | Automne 2012 – 2013 | Consultation Projet de loi en 2013 si nécessaire | Réunion le 29.01.2013 sur « Les valeurs de la Fonction publique et la déontologie des agents publics ». Objectif : projet de loi à soumettre en Conseil des Ministres avant le 14 juillet 2013, pour un débat au Parlement à l'automne. Ce sera la partie « valeurs » du projet de loi sur le statut des fonctionnaires annoncé par la ministre de la Fonction publique début 2013. |
| Carrières et parcours professionnels, rémunérations | Automne 2012 – 2013 | Concertation, puis éventuellement négociation début 2013 | Concertation sur les carrières, les parcours professionnels et les rémunérations (10.10.2012-07.02.2013) débouchant sur négociation générale tous les deux ans (avec un RDV à mi-parcours pour dresser un premier bilan de la mise en œuvre des mesures et définir le cas échéant des mesures d'ajustement) et une négociation portant sur la rénovation de l'architecture statutaire dont la mise en œuvre sera pluriannuelle. |
| Mise en œuvre de la réforme sur les moyens syndicaux | Automne 2012 | Concertation | / |
| Prise en compte de l'exercice syndical dans les parcours professionnels | 1 ^{er} semestre 2013 | Négociation | / |